RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

Présents Christophe De Beukelaer, *Conseiller communal-Président* ;
Benoît Cerexhe, *Bourgmestre* ;
Tanguy Verheyen, Damien De Keyser, Philippe van Cranem, Françoise de Callatay-Herbiet, Carla Dejonghe, Dominique Harmel, *Échevins* ;
Anne-Charlotte d'Ursel, Christine Sallé, Alexia Bertrand, Caroline Lhoir, Cécile Vainsel, Etienne Dujardin, Antoine Bertrand, Jonathan de Patoul, Christiane Mekongo Ananga, Hatiana Martine LUWANA, Florentine Röell, Vincent Wauters, François-Julien De Smet, Jean-Nicolas Laurent Josi, Virginie Van Lierde, Fabienne Puel van Raemdonck , Emmanuel Fouarge, Géraldine de Chestret de Haneffe, Clémence Decrop, Sophie Hiernaux, Noureddine Chaghouani , Laurent de Spirlet, *Conseillers communaux* ;
Florence van Lamsweerde, *Secrétaire communale.*

Excusés Georges Dallemagne, *Échevin* ;
Muriel Godhaird-Sterckx, Marie Cruysmans, Cathy Vaessen, Yvan Verougstraete, *Conseillers communaux.*

Séance du 24.06.25

#Objet : CC - Règlement-redevance relatif à l'occupation de locaux dans les bâtiments scolaires communaux de Woluwe-Saint-Pierre - Instauration #

Séance publique

Taxes

LE CONSEIL,
Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ainsi que l'article 137bis relatif au recouvrement des créances non-fiscales ;
Vu les redevances pour l'occupation de locaux dans les bâtiments scolaires communaux, votées par le Conseil communal en séance du 27.06.2007, devenues obligatoires en date du 03.07.2007, applicables à partir du 01.01.2008 ;
Considérant que les tarifs appliqués depuis l'exercice 2008 n'ont pas été augmentés pour les exercices suivants ; que l'augmentation des tarifs s'avère dès lors justifiée ; que ladite augmentation a été calculée sur base de l'indice des prix à la consommation du Royaume et que les tarifs seront dorénavant revus annuellement sur base de cet indice ;
Considérant que les locaux dans les bâtiments scolaires peuvent être occupés en vue d'y organiser des activités éducatives, culturelles, sportives, sociales ou philanthropiques par toute association, agissant dans un but non commercial, ayant introduit une demande d'autorisation d'occuper les bâtiments scolaires appartenant à la Commune de Woluwe-Saint-Pierre ;
Vu le règlement d'ordre d'intérieur d'occupation des locaux dans les bâtiments scolaires, approuvé par le Conseil communal en séance du 17.10.2023 ;
Considérant qu'il y a lieu d'exonérer de la redevance les occupations demandées par les services communaux ou par les directions d'école pour des évènements internes à l'école (fancy-fair, marché de Noël, repas des associations de parents, ...) ;
Vu la situation financière de la Commune ;
Considérant que la Commune doit percevoir des recettes pour assurer le financement de ses dépenses ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;
DECIDE d'instaurer comme suit le règlement-redevance relatif à l'occupation de locaux dans les bâtiments scolaires communaux de Woluwe-Saint-Pierre :

Assiette de la redevance

Article 1.-

Il est établi, pour la période du 01.09.2025 au 31.12.2031, une redevance communale pour l'occupation de locaux dans les bâtiments scolaires communaux de Woluwe-Saint-Pierre suivants :

- Ecole de Stockel : rue Henri Vandermaelen 61 ;
- Stokkel de Halte : rue Henri Vandermaelen 61 ;
- Ecole du Centre : avenue Charles Thielemans 28/30 ;
- Ecole du Chant d'Oiseau : avenue des Eperviers 62 ;
- Ecole maternelle de Joli-Bois : Val des Epinettes 13 ;
- Ecole primaire de Joli-Bois : Val des Epinettes 3 ;
- Ecole de Joli-Bois individualisée : Val des Epinettes 5 ;
- GBS Mooi-Bos : Val des Epinettes 3 ;
- Centre scolaire Eddy Merckx :
  - ICMES : rue au Bois 369 ;
  - ITSSEP : avenue Salomé 2.

Tarifs

Article 2.-

Les tarifs de la redevance sont fixés comme suit :

- classe : 8,00 EUR/heure ;
- réfectoire, salle des fêtes, salle de gymnastique simple : 13,00 EUR/heure ;
- salle de gymnastique de l'ITSSEP : 23,50 EUR/heure ;
- forfait trimestriel pour le gymnase de l'ITSSEP : 3.100,00 EUR ;
- douches : 10,00 EUR/séance d'occupation ;
- stages de vacances, par local avec accès au réfectoire :
  - par demi-jour : 18,50 EUR ;
  - par jour : 31,00 EUR.

Article 3.-

Les tarifs de la redevance sont adaptés annuellement à l'indice des prix à la consommation du Royaume. Ceux de l'année scolaire en cours sont calculés selon la formule suivante :

$$\frac{\text{tarif de base x nouvel indice}}{\text{indice de base}}$$

Le tarif de base est le montant initial spécifié dans le présent règlement-redevance.
L'indice de base est l'indice de mai 2025.
Le nouvel indice est l'indice de mai précédant le début de l'année scolaire.
Après application du coefficient, le montant est arrondi au multiple supérieur de 10 cents .

Redevable

Article 4.-

La redevance est due par l'association qui demande l'occupation des locaux.

Article 5.-

La redevance doit être payée dans les 15 jours de l'envoi de la facture.

Exonérations

Article 6.-

Sont exonérés de la redevance, les occupations demandées par les services communaux ou par les directions d'école pour des évènements internes à l'école (fancy-fair, marché de Noël, repas des associations de parents, ...).

Recouvrement amiable

Article 7.-

A défaut de paiement intégral de la facture dans le délai imparti, un rappel sans frais est envoyé au redevable qui dispose d'un délai de 15 jours pour effectuer le paiement.

Article 8.-

À défaut de paiement à l'échéance, une mise en demeure est adressée par recommandé au redevable dont les frais d'un montant de 15,00 EUR sont à sa charge.

Réclamation amiable

Article 9.-

La réclamation doit être adressée, par courrier postal ou électronique, au service Enseignement. Elle doit être signée et motivée par le redevable ou son représentant.
La réclamation doit, sous peine de déchéance, être introduite dans un délai de 3 mois à compter de la date d'envoi de la facture.

Article 10.-

La décision sur la réclamation est envoyée au redevable dans les 3 mois de la réception de la réclamation et n'est pas susceptible de recours.
En cas de rejet de la réclamation et dès le lendemain de la date d'envoi de la décision, la redevance contestée est considérée comme exigible, définitive et certaine.

Article 11.-

Durant toute la procédure de traitement de la réclamation et jusqu'à l'envoi de la décision au redevable, la délivrance d'une contrainte est proscrite et les éventuelles procédures judiciaires de recouvrement sont suspendues.

Recouvrement forcé

Article 12.-

En cas de non-paiement à l'issue de la procédure de recouvrement amiable et pour autant qu'aucune réclamation amiable ne soit pendante, des poursuites sont entamées par voie d'huissier de justice à la requête du Receveur communal sur base d'une contrainte non-fiscale rendue exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins.
Conformément aux dispositions du Code judiciaire, les frais de cette procédure sont entièrement à charge du redevable.
Dans l'éventualité où une contrainte ne peut pas être délivrée, le redevable est cité en justice dans les formes et délais prévus par les Codes civil et judiciaire.

Recours contre la procédure de recouvrement forcé (contrainte)

Article 13.-

Le redevable peut introduire un recours contre la contrainte dans les formes et le délai prévu à l'article 137bis de la nouvelle loi communale, à savoir dans le mois de la signification de la contrainte par requête ou par citation.
En cas de recours, le Receveur communal invite l'huissier de justice à suspendre la procédure jusqu'à ce qu'une décision coulée en force de chose jugée soit rendue.

Compétences des juridictions

Article 14.-

Toute contestation à naître de l'application du présent règlement-redevance relève de la compétence exclusive du Juge de Paix de Woluwe-Saint-Pierre.
Toute contestation à naître suite à la signification de la contrainte non-fiscale par un huissier de justice relève de la compétence exclusive du Juge de Paix de Woluwe-Saint-Pierre.

Entrée en vigueur

Article 15.-

Les redevances pour l'occupation de locaux dans les bâtiments scolaires communaux, votées par le Conseil communal en séance du 27.06.2007, ne seront plus d'application à partir du 01.09.2025, date d'entrée en vigueur du présent règlement-redevance.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
30 votants : 30 votes positifs.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

La Secrétaire communale,
(s) Florence van Lamsweerde

Le Président,
(s) Christophe De Beukelaer

POUR EXTRAIT CONFORME
Woluwe-Saint-Pierre, le 26 juin 2025

La Secrétaire communale,

Florence van Lamsweerde

Le Bourgmestre,

Benoît Cerexhe

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE SINT-PIETERS-WOLUWE

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

Aanwezig

Christophe De Beukelaer, *Gemeenteraadslid-Voorzitter* ;
Benoît Cerexhe, *Burgemeester* ;
Tanguy Verheyen, Damien De Keyser, Philippe van Cranem, Françoise de Callatay-Herbiet, Carla Dejonghe, Dominique Harmel, *Schepenen* ;
Anne-Charlotte d'Ursel, Christine Sallé, Alexia Bertrand, Caroline Lhoir, Cécile Vainsel, Etienne Dujardin, Antoine Bertrand, Jonathan de Patoul, Christiane Mekongo Ananga, Hatiana Martine LUWANA, Florentine Röell, Vincent Wauters, François-Julien De Smet, Jean-Nicolas Laurent Josi, Virginie Van Lierde, Fabienne Puel van Raemdonck , Emmanuel Fouarge, Géraldine de Chestret de Haneffe, Clémence Decrop, Sophie Hiernaux, Noureddine Chaghouani , Laurent de Spirlet, *Gemeenteraadsleden* ;
Florence van Lamsweerde, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Georges Dallemagne, *Schepen* ;
Muriel Godhaird-Sterckx, Marie Cruysmans, Cathy Vaessen, Yvan Verougstraete, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 24.06.25

#Onderwerp : GR - Retributiereglement betreffende het gebruik van lokalen in de gemeentelijke schoolgebouwen - Invoering #

Openbare zitting

Belastingen

DE RAAD,
Gelet op de nieuwe Gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 evenals artikel 137bis betreffende de invordering van de niet-fiscale schuldvorderingen ;
Gelet op de retributies voor het gebruik van lokalen in gemeentelijke schoolgebouwen, goedgekeurd door de Gemeenteraad in zijn zitting van 27.06.2007, die verplicht werden op 03.07.2007 en van toepassing zijn vanaf 01.01.2008 ;
Overwegende dat de toegepaste tarieven sinds het dienstjaar 2008 niet verhoogd zijn voor de volgende jaren ; dat de verhoging van de tarieven derhalve gerechtvaardigd is ; dat deze verhoging berekend is op basis van de consumentenprijsindex aan het Koninkrijk en dat de tarieven voortaan jaarlijks zullen worden herzien op basis van deze index ;
de bovengenoemde retributies moeten worden bijgewerkt ;
Overwegende dat lokalen in schoolgebouwen mogen worden gebruikt met het oog op de organisatie van educatieve, culturele, sportieve, sociale of filantropische activiteiten door elke vereniging die handelt voor niet-commerciële doeleinden en die een aanvraag heeft ingediend om de schoolgebouwen van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe te mogen gebruiken ;
Gelet op het huishoudelijk reglement voor de bezetting van lokalen in schoolgebouwen, goedgekeurd door de Gemeenteraad in zitting van 17.10.2023 ;
Overwegende dat vrijstelling van de retributie moet verleend worden voor bezettingen die door gemeentelijke diensten of de schooldirecties worden aangevraagd voor interne schoolevenementen (fancy-fair, kerstmarkt, maaltijden van de oudervereniging, enz.) ;
Gelet op de financiële toestand van de gemeente ;
Overwegende dat de Gemeente inkomsten moet innen om de financiering van haar uitgaven te verzekeren ;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;
BESLUIT, het retributiereglement betreffende het gebruik van lokalen in de gemeentelijke schoolgebouwen als volgt in te voeren :
Grondslag van de retributie

Artikel 1.-

Voor de periode van 01.09.2025 tot 31.12.2031 wordt een gemeentelijke retributie vastgesteld voor het gebruik van lokalen in de volgende gemeentelijke schoolgebouwen van Sint-Pieters-Woluwe :

School van Stokkel : Henri Vandermaelenstraat 61 ;
Stokkel de Halte : Henri Vandermaelenstraat 61 ;
School van het Centrum : Charles Thielemanslaan 28/30;
School van de Vogelzang : Sperwerlaan 62 ;
Kleuterschool van Mooi-Bos : Doorndal 13 ;
Basisschool van Mooi-Bos : Doorndal 3 ;
Geïndividualiseerde school van Mooi-Bos : Doorndal 5 ;
GBS Mooi-Bos : Doorndal 3 ;
Eddy Merckx Schoolcentrum :
- ICMES : Bosstraat 369 ;
- ITSSEP : Salomélaan 2.

Tarieven

Artikel 2.-

De tarieven van de retributie worden als volgt vastgesteld :
Klas : 8,00 EUR/uur ;
refter, feestzaal, gewone turnzaal : 13,00 EUR/uur ;
Turnzaal van ITSSEP : 23,50 EUR/uur ;
kwartaalforfait voor de turnzaal van ITSSEP : 3.100,00 EUR ;
douches : 10,00 EUR/bezetting ;
vakantiestages, per lokaal met toegang tot de refter :
- per halve dag : 18,50 EUR ;
- per dag : 31,00 EUR.

Artikel 3.-

De tarieven van de retributie worden jaarlijks aangepast aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Koninkrijk.
Deze voor het lopende schooljaar worden berekend volgens de volgende formule :

$$\frac{\text{basistarief x nieuw indexcijfer}}{\text{basisindexcijfer}}$$

Het basistarief is het initiële bedrag dat in onderhavig retributiereglement wordt vastgesteld.
De basisindex is de index voor mei 2025.
De nieuwe index is de index voor mei voorafgaand aan het schooljaar.
Na toepassing van die coëfficiënt, wordt het bedrag afgerond naar het hogere veelvoud van 10 cent.

Belastingplichtige

Artikel 4.-

De retributie moet worden betaald door de vereniging die vraagt om de lokalen te gebruiken.

Artikel 5.-

De retributie moet betaald worden binnen 15 dagen na het opsturen van de factuur.

Vrijstellingen

Artikel 6.-

Vrijstelling van de retributie wordt verleend voor gebruik door gemeentelijke diensten of de schooldirecties voor interne schoolevenementen (fancy fair, kerstmarkt, maaltijden van de oudervereniging, enz.).

Minnelijke invordering

Artikel 7.-

Bij gebrek aan volledige betaling van de factuur binnen de toegekende termijn, wordt een kosteloze herinnering gestuurd naar de retributieplichtige die beschikt over een termijn van 15 dagen om de betaling uit te voeren.

Artikel 8.-

Bij gebrek aan betaling op de vervaldatum, wordt een aangetekende ingebrekestelling gericht aan de retributieplichtige waarvan de kosten ten belope van 15,00 EUR te zijnen laste zijn.

Minnelijk bezwaar

Artikel 9.-

Het bezwaar moet gericht worden, per brief via post of per e-mail, aan de dienst Onderwijs. Het moet ondertekend en gemotiveerd zijn door de retributieplichtige of zijn vertegenwoordiger.

Het bezwaar moet ingediend worden, op straffe van verval, binnen een termijn van 3 maanden te tellen vanaf de datum van de verzending van de factuur.

Artikel 10.-

De beslissing over het bezwaar wordt opgestuurd naar de retributieplichtige binnen de 3 maanden na de ontvangst van het bezwaar en er kan geen beroep worden ingesteld.

In geval van afwijzing van het bezwaar en vanaf de dag na de datum van de verzending van de beslissing, wordt de retributie als invorderbaar, definitief en zeker beschouwd.

Artikel 11.-

Gedurende de hele afhandelingsprocedure vanaf het bezwaar tot aan de verzending van de beslissing aan de retributieplichtige, is de afgifte van een dwangbevel verboden en worden de eventuele juridische invorderingsprocedures opgeschort.

Gedwongen invordering

Artikel 12.-

In geval van niet betaling op het einde van de minnelijke invorderingsprocedure en voor zover geen enkel minnelijk bezwaar hangende is, wordt op verzoek van de Gemeenteontvanger een vervolging ingesteld via een gerechtsdeurwaarder op basis van een niet-fiscaal dwangbevel dat uitvoerbaar werd verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen.

Overeenkomstig de voorzieningen van het Strafwetboek, vallen de kosten van deze procedure volledig ten laste van de retributieplichtige.

In het geval aan een dwangbevel niet kan worden voldaan, wordt de retributieplichtige voor de rechtbank gedagvaard volgens de voorschriften en termijnen voorzien door het Burgerlijk en het Strafwetboek.

Beroep tegen de gedwongen invorderingsprocedure (dwangbevel)

Artikel 13.-

De retributieplichtige kan beroep aantekenen tegen het dwangbevel volgens de voorschriften en termijnen voorzien in artikel 137bis van de Nieuwe Gemeentewet, te weten binnen de maand van de betekening van het dwangbevel via verzoekschrift of dagvaarding.

In geval van beroep, nodigt de Gemeenteontvanger de gerechtsdeurwaarder uit de procedure op te schorten tot wanneer een in kracht van gewijsde gegane beslissing is genomen.

Gerechtelijke bevoegdheid

Artikel 14.-

Elke toekomstige betwisting van de toepassing van huidig retributiereglement valt onder de uitsluitende bevoegdheid van de Vrederechter van Sint-Pieters-Woluwe.

Elke toekomstige betwisting als gevolg van een niet-fiscaal dwangbevel door een gerechtsdeurwaarder valt onder de uitsluitende bevoegdheid van de Vrederechter van Sint-Pieters-Woluwe.

Inwerkingtreding

Artikel 15.-

De retributies voor het gebruik van lokalen in gemeentelijke schoolgebouwen, goedgekeurd door de Gemeenteraad in zijn zitting van 27.06.2007, zijn niet langer van toepassing vanaf 01.09.2025, de datum waarop onderhavig retributiereglement in werking treedt.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Florence van Lamsweerde

De Voorzitter,
(g) Christophe De Beukelaer

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Sint-Pieters-Woluwe, 26 juni 2025

De Gemeentesecretaris,

Florence van Lamsweerde

De Burgemeester,

Benoît Cerexhe